

ODOXA

L'Opinion tranchée

Baromètre de l'économie

Septembre 2025

LEVÉE D'EMBARGO : JEUDI 4 SEPTEMBRE 2025 À 6H30

Sondage réalisé pour



Challenge^s et



Méthodologie



Recueil

Enquête réalisée auprès d'un échantillon de Français interrogés par Internet les **27 et 28 août 2025**.



Echantillon

Echantillon de **1 005 Français** représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

La représentativité de l'échantillon est assurée par la méthode des quotas appliqués aux variables suivantes : sexe, âge et profession de l'interviewé après stratification par région et catégorie d'agglomération

Précisions sur les marges d'erreur

Chaque sondage présente une incertitude statistique que l'on appelle marge d'erreur. Cette marge d'erreur signifie que le résultat d'un sondage se situe, avec un niveau de confiance de 95%, de part et d'autre de la valeur observée. La marge d'erreur dépend de la taille de l'échantillon ainsi que du pourcentage observé.

Taille de l'Echantillon	Si le pourcentage observé est de ...					
	5% ou 95%	10% ou 90%	20% ou 80%	30% ou 70%	40% ou 60%	50%
200	3,1	4,2	5,7	6,5	6,9	7,1
300	2,5	3,5	4,6	5,3	5,7	5,8
400	2,2	3,0	4,0	4,6	4,9	5,0
500	1,9	2,7	3,6	4,1	4,4	4,5
600	1,8	2,4	3,3	3,7	4,0	4,1
800	1,5	2,5	2,8	3,2	3,5	3,5
900	1,4	2,0	2,6	3,0	3,2	3,3
1 000	1,4	1,8	2,5	2,8	3,0	3,1
2 000	1,0	1,3	1,8	2,1	2,2	2,2
3000	0,8	1,1	1,4	1,6	1,8	1,8

Lecture du tableau : Dans un échantillon de 1000 personnes (lorsque l'ensemble des Français est interrogé), si le pourcentage observé est de 20% la marge d'erreur est égale à 2,5 points : le pourcentage réel est donc compris dans l'intervalle [17,5 ; 22,5].

« L'œil du sondeur » : enseignements clés du sondage

Gaël Sliman, président d'Odoxa

Les Français pensent que la crise politique aura des conséquences économiques désastreuses

- 1) **Pessimisme économique record en cette rentrée 2025** : 86% de défiance en « l'avenir économique du pays », (-6 pts durant l'été), soit l'un des pires niveaux enregistrés en 20 ans.
- 2) **C'est la crise politique actuelle qui crée une véritable angoisse sur l'avenir économique** : 67% des Français pensent que la probable fin du gouvernement Bayrou est « inquiétante pour la situation économique de la France » et 62% que cette crise politique risque de provoquer une crise financière en France.
- 3) **A cause de cette crise politique, nos concitoyens anticipent le pire pour l'année à venir** : 68% prévoient une chute de notre croissance économique et une baisse du pouvoir d'achat des Français et 59% pensent que la situation de l'emploi va (encore) se détériorer. Près d'un Français sur deux pense même que ce trouble politique aura aussi des conséquences négatives sur sa propre situation économique personnelle.
- 4) **Pour éviter le pire, les Français sont prêts à faire des efforts ... à condition de demander aux « autres » de faire ces sacrifices (les riches, les pauvres, les fonctionnaires)** : 78% sont favorables à « une augmentation des impôts pour les Français les plus riches », 55% sont pour une « réduction des aides sociales » et 54% pour « une réduction du nombre de fonctionnaires ». En revanche, les Français ne veulent pas « d'une augmentation du temps de travail pour les salariés » (62%), ni « d'une augmentation des impôts pour tous les Français ».

Bref, quel que soit le nom du futur probable Premier ministre sa situation ne sera pas facile...

Synthèse détaillée du sondage

Gaël Sliman, président d'Odoxa (1/3)

1) La crise politique génère un pessimisme record sur notre moral économique

Notre baromètre mensuel sur le moral économique des Français chute de façon vertigineuse en cette rentrée pour atteindre l'un de ses pires niveaux depuis 20 ans.

Avec 86% de Français se disant « moins confiants sur l'avenir économique de leur pays » contre seulement 14% se sentant plutôt « plus confiants », la confiance a reculé de 5 points et notre indice de moral économique (les confiants – les défiants) a chuté de 10 points pendant l'été pour chuter à « -72 ».

En 20 ans, notre indicateur n'avait atteint de tels points bas qu'à deux reprises : 13% de confiance en l'avenir de la situation économique (indice de moral de « -74 ») en novembre 2020 en plein Covid, tout comme en novembre 2014 en pleine crise financière en Europe suite à l'invasion de la Crimée par la Russie.

Cette fois, c'est un problème purement franco-français (et non pas européen ou mondial) qui génère cet effondrement du moral économique car c'est clairement la crise politique que nous traversons aujourd'hui avec la probable fin du gouvernement Bayrou (pourtant ardemment souhaitée par 73% des Français) qui crée cette formidable angoisse sur l'avenir économique.

Ainsi, si François Bayrou n'obtient pas la confiance des députés lors du vote du 8 septembre, nos concitoyens sont persuadés que cette situation politique aura des répercussions désastreuses sur notre économie.

Plus des deux tiers des Français pensent qu'une telle situation serait « inquiétante pour la situation économique de la France » (67%) et/car cela « risque même d'empêcher la France de voter son budget pour l'année prochaine » (67% aussi).

Pire encore, 62% des Français pensent que cette crise politique probable risque bien de provoquer une crise financière en France.

On comprend que cela affecte le moral économique de nos concitoyens pour le faire plonger aux pires niveaux enregistrés depuis deux décennies, comme lors du Covid ou de la crise de 2014.

Synthèse détaillée du sondage

Gaël Sliman, président d'Odoxa (2/3)

2) Les perspectives de long terme des Français pour notre économie sont tout aussi désastreuses

Résultat de cette angoisse de rentrée liée aux turbulences politiques, les Français projettent une année à venir bien plus morose encore (ce qui est un « exploit » compte-tenu de leur pessimisme actuel) : 6 à 7 Français sur 10 pronostiquent ainsi que les 12 mois à venir seront (encore) moins bons que ne l'ont été les 12 derniers mois.

Dans le détail, 68% prévoient une croissance économique plus faible, et autant (68%) pronostiquent une détérioration du pouvoir d'achat dans le pays ; enfin, 59% pensent que la situation de l'emploi va (encore) se détériorer.

C'est un véritable « crash » sur l'ensemble des anticipations macro-économiques par rapport à celles que faisaient les Français il y a 4 ans, en septembre 2021, à l'approche de la présidentielle et de la très probable réélection d'Emmanuel Macron (archi-favori à sa succession à l'époque dans les intentions de vote).

En 4 ans, les prévisions à 12 mois sur la situation économique du pays ont chuté de 20 points, celles sur la situation de l'emploi ont baissé de 16 points et celles sur l'emploi, de 8 points.

Ces prévisions « macro » ont un fort impact sur les prévisions « micro » de nos concitoyens :

Près d'un Français sur deux (48%) prévoit ainsi que cette situation politique aura aussi des conséquences fâcheuses bien concrètes sur leur propre situation économique personnelle.

Or, c'est loin d'être le cas habituellement, les Français ayant souvent des anticipations économiques catastrophiques sur le plan collectif mais beaucoup moins sombres pour eux-mêmes, à titre individuel.

A titre d'exemple, il y a quatre ans, en septembre 2021, alors que 60% d'entre eux prévoyaient une mauvaise année à venir pour le pouvoir d'achat des Français, ils n'étaient que 39% à penser que cela aurait des conséquences sur leur propre situation économique personnelle (9 points de moins qu'aujourd'hui).

Synthèse détaillée du sondage

Gaël Sliman, président d'Odoxa (3/3)

3) Les Français sont prêts à accepter des efforts, à condition qu'ils concernent « les autres »

Que faire pour éviter ce sombre avenir ? Les Français seraient-ils prêts à consentir pour que nous évitions « le mur » ?

Oui, mais sans doute pas ceux imaginés par François Bayrou quand il en appelait à une prise de conscience générale.

Pour réduire le niveau de déficit public, les Français plébisciteraient « une augmentation des impôts pour les Français les plus riches » (78% favorables vs 21% opposés) et seraient majoritairement favorables à une « réduction des aides sociales » (55%) et à « une réduction du nombre de fonctionnaires » (54%).

En revanche, ils ne veulent entendre parler ni « d'une augmentation du temps de travail pour les salariés » (62% y sont opposés), ni « d'une baisse des investissements et subventions publiques » (70%) et surtout, ils sont quasi-unaniment opposés (83%) à toute « augmentation des impôts pour tous les Français ».

Il est donc faux de dire que les Français ne comprennent pas qu'il faille faire des efforts... en revanche, il est vrai que ceux qu'ils sont prêts à faire sont surtout des efforts pour les autres plutôt que pour eux-mêmes : en effet, tout le monde n'est pas « riche » ou « pauvre » (aides sociales) ou « fonctionnaire ».

D'ailleurs, la réduction des aides sociales est réprouvée par les Français les plus modestes : 64% des Français les plus modestes et 79% des chômeurs s'y opposent alors que 57% des cadres et 69% des Français les plus aisés sont « pour » ...

Quant à la réduction du nombre de fonctionnaires, elle ne passe pas du tout auprès des premiers concernés : 68% des salariés du secteur public y sont opposés alors que 60% des salariés du privé l'approuvent.

Inversement, tout le monde paie des impôts (IR mais aussi les autres, dont la TVA), ce qui explique probablement l'unanimité du refus s'agissant d'une hausse généralisée des impôts en France.

Moins évident et signe d'un changement profond de perception sur les entreprises : alors que, longtemps les Français étaient prêts à ce que l'on demande toujours plus d'efforts aux entreprises, cette fois, malgré le contexte angoissant du moment ils sont une nette majorité (53% vs 46%) à refuser « une augmentation des impôts pour les entreprises ». Il y a tout juste un an, en septembre 2024, les Français étaient une nette majorité à s'y déclarer favorables (56%).



Résultats du sondage

Chute vertigineuse de notre baromètre du moral économique des Français : 86% de défiance en l'avenir



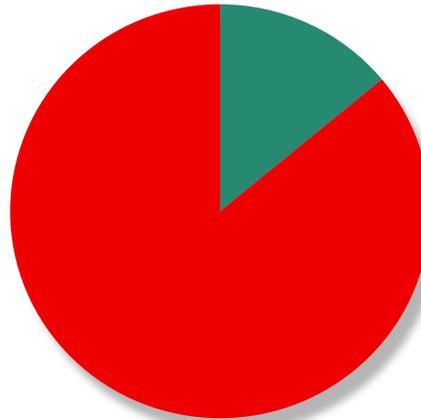
Depuis ces dernières semaines, êtes-vous plutôt plus confiant(e) ou plutôt moins confiant(e) concernant l'avenir de la situation économique en France ?

Plutôt moins confiant(e)
86%

Juillet 2025 : 80%*

Plutôt plus confiant(e)
14%

Juillet 2025 : 19%*



-5 pts*

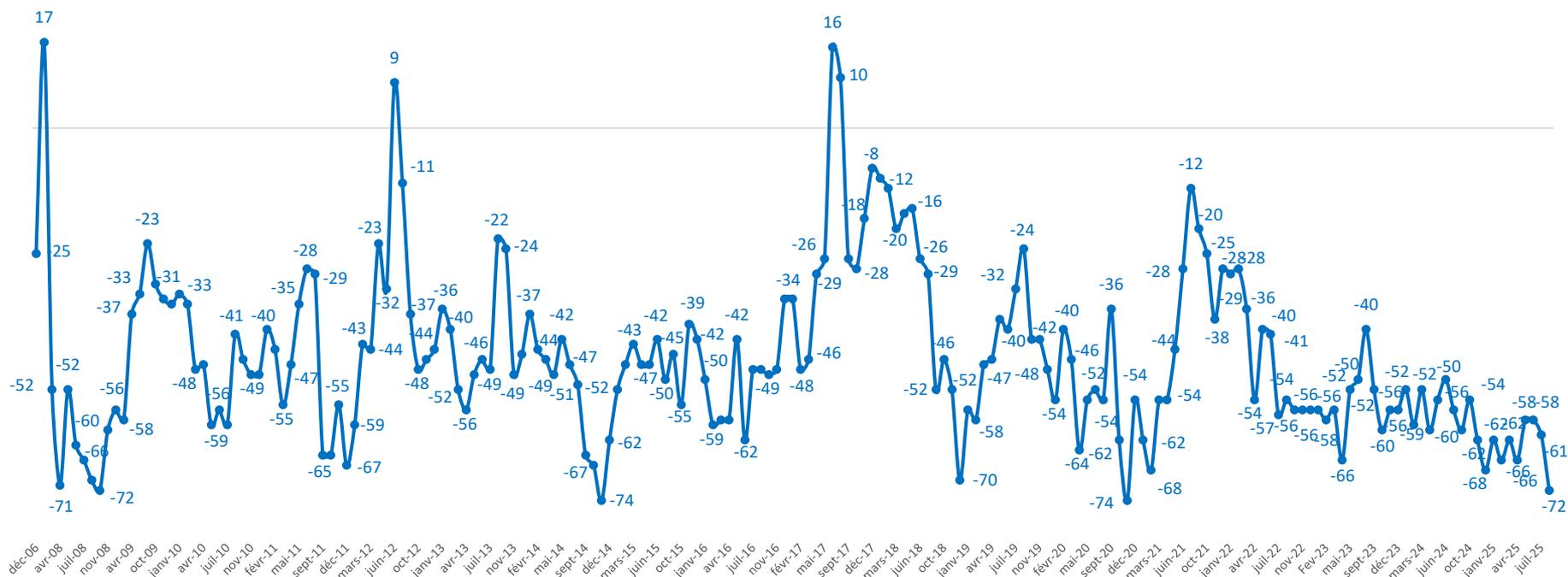
INDICE « Plutôt plus confiant(e) » - « Plutôt moins confiant(e) » = -72

Rappel du mois précédent : - 61*

C'est l'un des (3) pires niveaux enregistrés sur notre indice depuis près de deux décennies



Depuis ces dernières semaines, êtes-vous plutôt plus confiant(e) ou plutôt moins confiant(e) concernant l'avenir de la situation économique en France ?



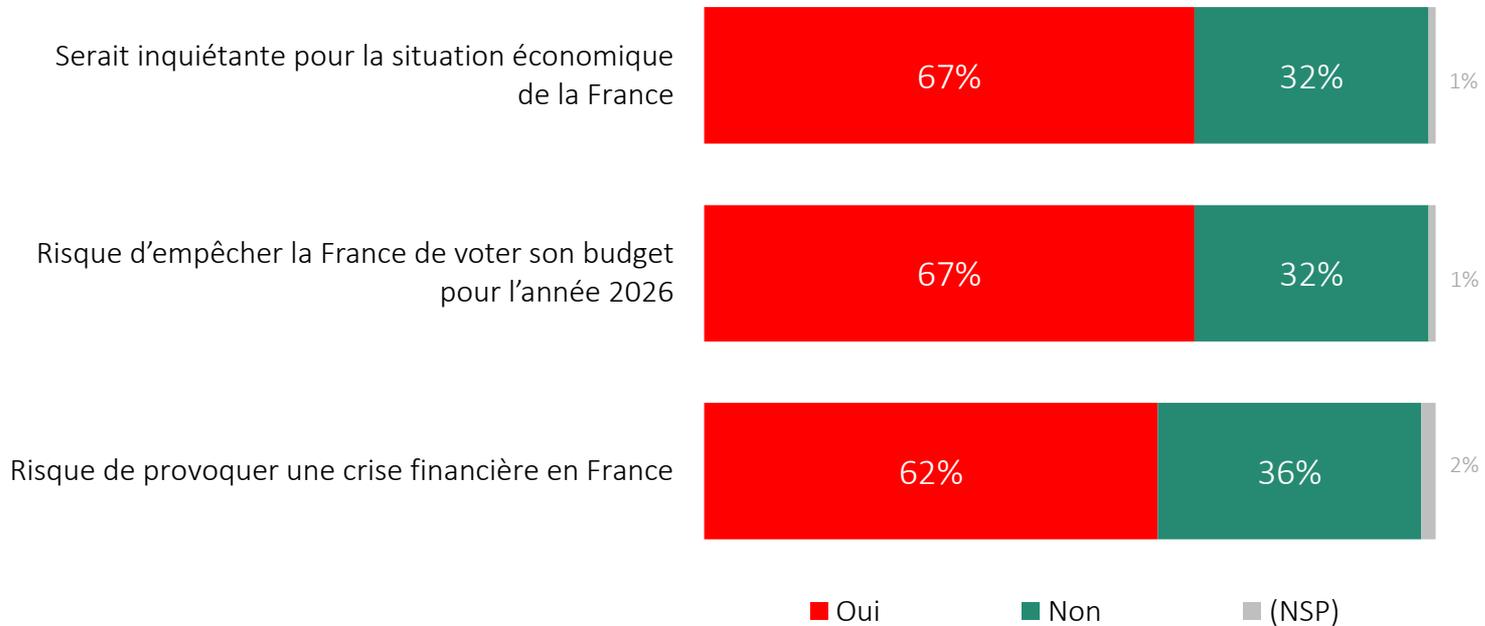
* Jusqu'en juillet 2014, ce baromètre était réalisé par BVA pour Axys Consultants, BFM et Challenges

Les Français sont persuadés que le trouble politique actuel aura des répercussions sur l'économie : plus de 6 sur 10 se disent inquiets pour notre économie, pensant que nous n'aurons pas de budget, et que la crise financière nous guette



Si François Bayrou n'obtient pas la confiance des députés lors du vote du 8 septembre, son gouvernement sera démis et la France connaîtra un nouveau remaniement gouvernemental.

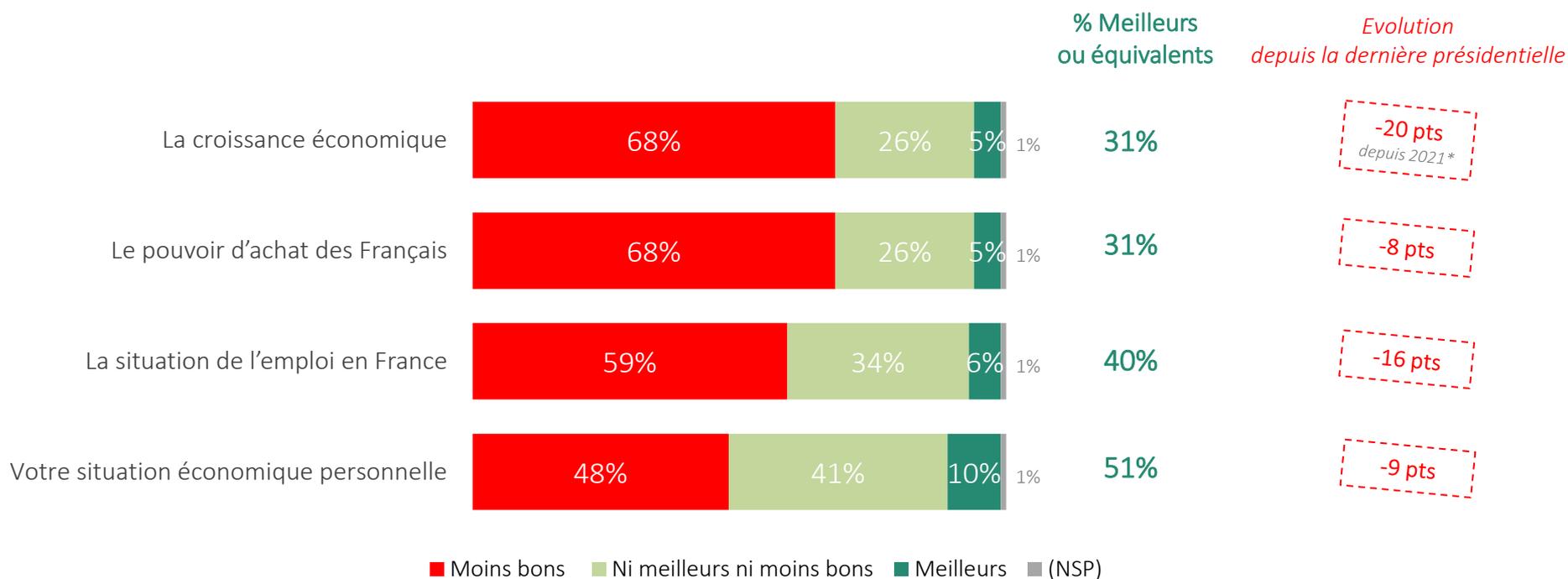
Si cela se produisait, pensez-vous que cette situation politique... ?



Résultat, les anticipations des Français pour les douze mois à venir sont très négatives, sur la croissance, le pouvoir d'achat et l'emploi



Pensez-vous que par rapport aux douze derniers mois, les douze mois à venir seront plutôt meilleurs ou plutôt moins bons (ou ni meilleurs ni moins bons) en ce qui concerne... ?



Pour éviter le pire, les Français accepteraient des efforts, notamment sur la fiscalité des plus riches, la réduction des aides sociales ou la réduction du nombre de fonctionnaires, mais ne veulent pas travailler plus ni avoir de hausses d'impôts



Pour réduire le niveau de déficit public de la France, seriez-vous favorable ou opposé(e) à... ?

